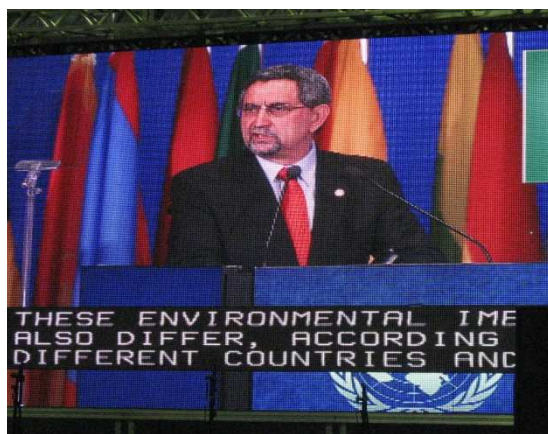


BILAN DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE RIO+20

- SECTEUR EAU ET ASSAINISSEMENT -

RIO DE JANEIRO, BRESIL – 14 AU 22 JUIN 2012



La Coalition Eau regroupe 31 ONG françaises engagées pour promouvoir un accès à l'eau potable et à l'assainissement pérenne pour tous.

Les ONG membres sont : ACAD, Action contre la Faim, ADEDE, AVSF, CCFD, Coopération Atlantique Guinée 44, CORAIL, CRID, 4D, East, Eau Sans Frontières International, Eau Vive, Enda, Green Cross International, GRED, GRET, Helen Keller International, Hydraulique Sans Frontières, Ingénieurs Sans Frontières, Initiative Développement, Kynarou, Les Amis de la Terre, Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Secours Catholique – Caritas France, Secours Islamique France, Sherpa, Solidarité Eau Europe, Toilettes du Monde, Triangle Génération Humanitaire, WECF, WWF France.

COALITION EAU
27 rue Léon Loiseau
93100 Montreuil
www.coalition-eau.org

Tél : 01 41 58 52 77
Fax : 01 41 58 50 58
contact@coalition-eau.org

1. LA CONFERENCE RIO+20

1) PRINCIPES ET ENJEUX

Du 20 au 22 juin 2012 s'est tenue au Brésil, à Rio, la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable dite « Rio+20 », 20 ans après le Sommet de la Terre de 1992. Cette conférence a été précédée des Dialogues pour le Développement Durable (16 au 19 juin 2012), multi-acteurs, qui ont permis de débattre sur des sujets clés, dont l'eau, et de transmettre des recommandations aux chefs d'État et de gouvernement présents au Sommet.

Pour rappel, le Sommet de la Terre (Rio, 1992) s'était conclu par la signature de la Déclaration de Rio, déclaration non juridiquement contraignante qui fixait les lignes d'action visant à assurer une meilleure gestion de la planète, et avait fait progresser le concept des droits et des responsabilités des pays dans le domaine de l'environnement. Le Sommet de Rio avait conduit à l'adoption de l'Agenda 21 et de trois conventions majeures : la Convention sur la diversité biologique, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification.

Vingt ans après, la Conférence Rio+20 visait à obtenir le renouvellement de l'engagement politique pour le développement durable ; évaluer les progrès et les lacunes qui subsistent dans la mise en œuvre des résultats des sommets de l'ONU sur le développement durable ; relever les nouveaux défis. Avec deux thèmes prioritaires : (i) une économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, et (ii) le cadre institutionnel du développement durable.

2) DEROULEMENT ET RESULTATS

Des négociations difficiles marquées par l'adoption d'un texte final en force

Les négociations de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable ont été hautement laborieuses, traduisant l'incapacité des Etats à formaliser une vision commune et forte, et à faire face aux défis actuels et futurs du monde. Ainsi, à l'issue du dernier cycle de négociations ou 3^{ème} prepcom (du 13 au 15 juin), seuls 28% du texte intitulé « Le futur que nous voulons » avaient été approuvés. Face à la menace d'échec de la conférence, le gouvernement brésilien a pris les choses en main et proposé un texte consolidé de compromis, basé sur le plus petit dénominateur commun. Ainsi, toutes les mentions qui faisaient débat ont été supprimées, afin d'en faire un texte politiquement acceptable par tous. La Déclaration ainsi allégée a été officiellement adoptée le 19 juin par les équipes de négociateurs, avant l'arrivée même des chefs d'Etats et de gouvernements qui l'ont entérinée lors de la conférence officielle. Celle-ci, qui s'est tenue du 20 au 22 juin, a rassemblé près de 50 000 personnes de délégations officielles ou de la société civile dont 79 chefs d'Etat ou de Gouvernement avec une présence remarquable du président français François Hollande, seul chef d'Etat européen à avoir fait le déplacement. De nombreux événements, riches en contenu, ont eu lieu en amont ou en parallèle : side-events, débats, conférences, pavillons des pays...

Focus sur l'eau et l'assainissement

Rappelons que les négociations avaient été particulièrement délicates sur la question des droits humains, dont le droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement. En effet, alors que l'économie verte apparaissait comme l'une des solutions pour résoudre la crise économique mondiale, et donc comme une priorité, nombre d'Etats ne voulaient pas s'engager sur d'autres points et avaient fait pression pour retirer toute mention relative aux droits humains, tel le

droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement. Face à cette menace de recul sans précédent, la société civile s'était largement mobilisée. Les Etats s'étaient alors rétractés et la référence fondamentale aux droits humains, dont le droit à l'eau, avait été préservée.

Une Déclaration finale faible et sans ambition

Dans un contexte de crise économique et de repli sur des intérêts nationaux de court-terme, les Etats ont échoué à trouver un accord pour définir une nouvelle politique de développement durable et à montrer la voie du futur que nous voulons.

S'abstenant de toute analyse et privé de vision politique, ce texte passe sous silence nombre des défis actuels comme la mondialisation, l'épuisement des ressources naturelles, l'évolution de l'économie mondiale, les causes des crises environnementales, le lien entre démographie/eau/alimentation, la question des modes de vie dans les pays industrialisés qui ne sont ni généralisables ni durables.

Le texte traduit en outre deux tendances majeures : d'une part, la défense des intérêts nationaux, et d'autre part, un monde marqué par le changement des forces géopolitiques (montée en puissance de l'Inde, de la Chine et du Brésil, repli du Canada et des Etats-Unis, marginalisation d'une Union européenne unie et à la recherche d'un intérêt général planétaire, mais qui n'a plus le même poids politique et financier, G77 divisé et pays en développement craignant la mise en place de nouvelles normes qui entraveraient le développement auquel ils aspirent), l'absence globale de leadership et une panne certaine du multilatéralisme.

Extrêmement faible, le texte de compromis adopté fait surtout état de principes généraux, sans être réellement tourné vers l'action et sans que, dans l'ensemble, de nouveaux engagements n'aient été pris. D'après l'analyse du CARI, sur une soixantaine de pages et 283 articles, le texte ne fait que « reconnaître » par 147 fois des problèmes posés en termes de gouvernance, de gestion de ressources naturelles, de pauvreté, de développement, de financement, de modes de production et de consommation. S'il exprime par 117 fois que « nous sommes engagés », aucune précision n'est apportée sur la nature précise de ces engagements. « Réaffirmant » par 58 fois des positions anciennes sur ce qu'il faudrait faire, seulement cinq « décisions » sont exprimées. Le concept d'économie verte, qui a soulevé tant de débats, n'est pas plus clarifié, les questions de la responsabilité commune mais différenciée, des conditions effectives du transfert de technologie, du financement ne sont pas tranchés, et on observe certains reculs, comme pour le secteur de l'eau de l'assainissement.

Toutefois, certaines avancées peuvent être soulignées, sur lesquelles il faudra s'appuyer pour construire l'après-Rio :

- Les Objectifs de Développement Durable : le principe de l'établissement d'Objectifs de Développement Durable (ODD) qui prendraient le relais des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) a été arrêté. A l'inverse des OMD qui ne concernaient que les pays en développement, ces ODD seront universels et concerneront aussi les pays développés. Un groupe de travail sera constitué d'ici la prochaine Assemblée générale de l'ONU, en septembre 2012, afin d'élaborer une feuille de route pour la définition et la mise en place de ces ODD.
- Les Océans : les Etats s'engagent à prendre une décision d'ici 2014 pour le renforcement du droit de la haute mer.
- La gouvernance mondiale : Si Rio+20 n'a pas permis de créer une Organisation Mondiale de l'Environnement (OME) tant portée par la France, le texte prévoit néanmoins le renforcement du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), notamment sur le plan financier. En outre, un « Forum politique gouvernemental de haut-niveau pour suivre l'application du développement durable » devrait être créé pour suivre de près la mise en place des politiques de développement durable. Avec, en transversal, le renforcement du rôle de la société civile au niveau de la gouvernance mondiale et son implication dans ces différentes instances.
- Le socle de protection sociale, dont la mise en place a été actée.

Face à ce manque d'ambition générale de la Déclaration, la société civile s'est largement mobilisée. Réflexions, débats, manifestations, elle a porté ses propositions et recommandations au sein de la Conférence officielle et du Sommet des Peuples. Mais elle n'a trouvé que peu d'échos auprès des leaders mondiaux. Un blocage tel que le groupe représentant les ONG à l'ONU s'est positionné contre ce texte et a demandé que la mention « avec la pleine participation de la société civile » soit retirée du premier paragraphe, sans que cela ne soit pris en compte, les Etats ne souhaitant pas rouvrir le texte.

Focus sur l'eau et l'assainissement

Au regard des versions précédentes du texte, le chapitre sur l'eau et l'assainissement a souffert d'un recul certain. Certes, le titre du chapitre « Eau » s'est étoffé du mot « Assainissement », le droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement a pu être maintenu après des mois de négociations et l'eau est reconnue comme étant au cœur du développement durable. Toutefois, les États membres de l'ONU s'accordent sur un texte qui ne les engage pas directement à mettre en œuvre le droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement, droit fondamental reconnu par la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 28 juillet 2010. Or, le droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement ne sera efficace que si les gouvernements l'incluent dans leur législation nationale et le mettent en œuvre au niveau local.

En outre, en matière de gestion de la ressource, le texte ne fait état ni de la coopération transfrontalière, ni de la gestion par bassin versant, mentions purement et simplement retirées face aux oppositions de certains Etats au premier rang desquels le Canada. C'est sans prendre en compte le fait que les 276 bassins transfrontaliers dans le monde hébergent 40% de la population mondiale et génèrent environ 60% du débit d'eau douce mondiale. Il n'y a pas de gestion durable de l'eau sans coopération à travers les frontières politiques.

A noter que l'eau est mentionnée dans d'autres chapitres : « Sécurité alimentaire et nutrition et agriculture durable », « Villes durables et établissements humains viables », « Santé et population », « Biodiversité », « Désertification, dégradation des terres et sécheresse », « Montagnes » mais pas dans celui sur l' « Énergie ».

Une société civile force de proposition mais aux revendications loin d'être prises en compte

Au niveau de la Conférence officielle, la société civile a participé aux événements parallèles, aux débats et conférences. Outre sa présence en tant que telle, la société civile était aussi représentée officiellement à travers les 9 Groupes Majeurs, émanation des différentes composantes de la société civile auprès des Nations Unies : ONG, Collectivités locales, Femmes, Enfants et Jeunes, Agriculteurs, Business et Industries, Peuples indigènes, Recherche et Sciences, Syndicats. Ces Groupes Majeurs, qui ont un statut consultatif, se sont réunis en amont et pendant les négociations pour porter leurs messages et faire des propositions sur la base du texte proposé. Ils ont aussi eu un temps de parole lors de l'ouverture de la conférence officielle. Toutefois, leurs recommandations ont rarement été prises en compte, tout comme celles émises par l'ensemble de la société civile lors des Dialogues pour le Développement Durable, détaillés ci-après, ou à d'autres occasions. Et si la Déclaration de Rio+20 prévoit un renforcement du rôle de la société civile dans la gouvernance mondiale, reste à voir comment celui-ci sera mis en œuvre.

Ressources à consulter

Site officiel de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable : <http://www.uncsd2012.org/rio20/>

Déclaration finale de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable : <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N12/381/65/PDF/N1238165.pdf?OpenElement>

Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable – Retransmission et Discours des chefs d'Etat et de Gouvernement : <http://webtv.un.org/meetings-events/>

Discours du Président de la République française, François Hollande, lors de la Conférence :

<http://webtv.un.org/meetings-events/watch/france-general-debate-2nd-plenary-meeting-rio20/1699302047001>

Discours du représentant du Groupe Majeur ONG lors de la Conférence: <http://webtv.un.org/meetings-events/watch/representative-of-the-non-governmental-organizations-major-group-opening-of-the-conference-1st-plenary-meeting-rio20/1698993624001>

3) UNE INNOVATION : LES DIALOGUES POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

A l'initiative du gouvernement brésilien, les 4 jours précédents la conférence ont été consacrés à la société civile. Les Dialogues pour le Développement Durable se sont ainsi tenus du 16 au 19 juin 2012, avec pour objectif d'échanger sur des thématiques clés du développement durable : (i) le développement durable pour lutter contre la pauvreté, (ii) le développement durable comme réponse aux crises économiques et financières, (iii) le taux de chômage, le travail décent et les migrations, (iv) l'économie de développement durable, y compris des modes durables de production et de consommation, (v) les forêts, (vi) la sécurité alimentaire et la nutrition, (vii) l'énergie durable pour tous, (viii) l'eau, (ix) les villes durables et l'innovation, (x) les océans.

Le processus était le suivant : une plateforme en ligne permet à la société civile de déposer ses recommandations sur chacune des thématiques clés et de voter pour les recommandations qu'elle juge les plus fortes. Près de 63.000 personnes de 193 pays ont ainsi apporté leurs contributions ou voté sur la plateforme. 10 recommandations sont ensuite présentées par un panel d'intervenants lors des Dialogues pour le Développement Durable et 3 sont retenues pour être portées auprès des Etats lors de la Conférence officielle. Toutefois, il ne s'agissait que de « faire des recommandations ». Libre aux Etats de les prendre ensuite en compte ou non. Or, le texte ayant été officiellement finalisé le 19 juin, avant que les conclusions des Dialogues pour le Développement Durable ne soient présentées aux Etats, les contenus proposés ne se retrouvent pas ou peu dans le texte.

Les Dialogues pour le Développement Durable sont une initiative inédite qui s'appuie sur un processus participatif et permet de porter à haut niveau les recommandations de la société civile. Mieux investis, ils pourraient exprimer la voix de la société civile de manière plus représentative et plus forte. Toutefois, plusieurs critiques peuvent être formulées à l'encontre de ces Dialogues tels qu'ils ont été mis en place pour la conférence, qui sont autant de points d'amélioration potentielle :

- le processus a été mis en place seulement 2 mois avant le début de la conférence officielle, de manière complexe et peu transparente ;
- il s'agissait d'un processus venant du haut (top down), le gouvernement brésilien ayant arrêté le choix des thématiques et des intervenants, sans réelle concertation avec la société civile ;
- il ne s'agissait que d'un processus consultatif, la prise en compte des recommandations étant laissée à l'appréciation des Etats.

Le compte-rendu des Dialogues pour le Développement Durable est disponible en annexe (en anglais).

Focus sur l'eau et l'assainissement

Le Dialogue pour l'Eau s'est déroulé le 18 juin, de 14h30 à 18h30. A l'issue de ce Dialogue, les 3 recommandations émises pour être portées auprès des Etats ont été les suivantes :

- (i) Sécuriser l'approvisionnement en eau, par la protection de la biodiversité, des écosystèmes et des sources d'eau ;
- (ii) Mettre en œuvre le droit à l'eau ;
- (iii) Adopter des politiques mondiales plus ambitieuses, affirmant l'importance de la planification, du développement, de la préservation et de la gestion à tous les niveaux dans les domaines de l'eau intégrée, de l'assainissement, de l'énergie et de l'utilisation des terres, en tenant compte du genre et des besoins spécifiques culturels, et avec la participation totale et effective de la société civile.

Toutefois, à l'image des autres recommandations, elles n'ont pas été intégrées en tant que telles dans la Déclaration finale. Hormis la première recommandation qui se trouvait déjà dans le texte, les autres n'ont pas été prises en compte.

2. LE SOMMET DES PEUPLES

Le Sommet des Peuples s'est tenu à Rio du 15 au 23 juin. Il visait à présenter une approche critique des principes de la conférence officielle de Rio+20, y compris l'idée de l'économie verte, les fausses solutions et la question de la gouvernance mondiale, insuffisante.

Lieu de rassemblement de la société civile par excellence, le Sommet des Peuples a été riche en débats, réflexions et propositions d'alternatives pour un autre monde fondé sur le respect des droits humains, la justice sociale et écologique, la défense des biens communs, la non-marchandisation de la vie et de la nature. Près de 3 000 événements ont ainsi été organisés à travers la ville, réunissant les associations, les jeunes, les femmes, les collectivités locales, les agriculteurs, les peuples indigènes, les syndicats... Un foisonnement d'initiatives enthousiastes, bien que parfois éloignées des enjeux du processus officiel, avec pour point d'orgue la manifestation générale du 20 juin et l'adoption de la Déclaration finale du Sommet des Peuples le 22 juin.

Focus sur l'eau et l'assainissement

L'eau avait son propre espace au Sommet des Peuples : le Pavillon Bleu, initiative de la Fondation France Libertés. Conférences et débats, expositions, manifestations culturelles, le Pavillon Bleu a organisé ses activités autour de 5 thématiques clés : « Droit à l'eau », « L'eau comme bien commun et l'économie verte », « Eau, agriculture et souveraineté alimentaire », « Eau, énergie et extractivisme », « Océans ». Des temps forts pour un espace qui n'a pas désempilé de la semaine, et qui ont été marqués par l'adoption de la Déclaration du Pavillon Bleu, le 21 juin (*déclaration disponible en annexe*).

Ressources à consulter

Site du Sommet des Peuples : <http://cupuladospovos.org.br/fr/>

Déclaration finale du Sommet des Peuples : <http://rio20.net/fr/propuestas/declaracion-final-de-rio-20>

3. BILAN ET PERSPECTIVES

1) BILAN

Dans un contexte de négociations difficiles et d'insatisfaction généralisée, la Conférence sur le Développement Durable Rio+20 n'aura pas connu de sursaut de dernière minute et aura échoué à définir une nouvelle politique de développement durable, avec de forts reculs pour le secteur de l'eau et de l'assainissement. Les leçons doivent être aujourd'hui tirées de cet échec annoncé, et même sur-annoncé : nouvel échiquier politique mondial, repli des Etats sur leurs intérêts nationaux, panne du multilatéralisme, absence de vision politique de long-terme, défaut d'analyse des défis actuels et des réalités des pays... Il faut maintenant s'appuyer sur les éléments positifs de Rio+20 (mise en place des ODD, renforcement du PNUÉ, accroissement du rôle de la société civile...) pour aller de l'avant et construire une nouvelle feuille de route pour la politique de développement durable. Quant à la société civile, bien qu'impliquée dans l'ensemble du processus officiel, elle n'aura eu qu'un rôle consultatif. Le Sommet des Peuples et l'espace officiel auront pourtant été des espaces de foisonnement d'initiatives, de propositions et de construction d'alternatives, de mobilisation, qui montrent toute la place que cette société civile peut et doit prendre, d'autant plus face au repli des Etats.

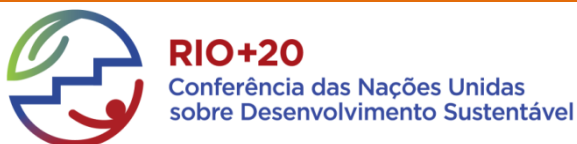
2) PERSPECTIVES

Aujourd'hui, côté Etats, le renouvellement de toute dynamique passera par la relance du multilatéralisme, actuellement en berne, et par la volonté retrouvée de défendre, ensemble, des intérêts collectifs pour une nouvelle vision du monde. Les gouvernements doivent se rappeler qu'ils représentent les citoyens de leurs pays et qu'il est de leur responsabilité de proposer un avenir meilleur et soutenable pour les générations actuelles et futures. En incluant la société civile, porteuse de propositions et de solutions alternatives, ils doivent relever les défis, dont ceux sur l'eau.

A ce niveau, la mise en place des Objectifs de Développement Durable est une opportunité d'élaborer une nouvelle feuille de route pour le développement durable, y compris sur le secteur de l'eau et de l'assainissement. Avec pour condition intrinsèque, que les Etats fassent preuve d'ambition, et qu'ils s'engagent politiquement et financièrement à la hauteur des besoins. Ce à quoi veillera la société civile qui poursuivra sa mobilisation et aura à cœur de s'investir dans la gouvernance mondiale avec un objectif : inciter les Etats à s'engager de manière effective, bâtir de nouveaux espoirs et remettre l'humain au cœur de toutes les politiques de développement.

Mais, plus globalement, adopter la voie du développement durable exige d'opérer une véritable transformation de nos sociétés actuelles. Cela passera par la transition vers des sociétés et économies écologiquement soutenables et socialement justes, incluant le respect des droits humains et la préservation des biens communs, le changement des mentalités et des comportements, ainsi que la construction d'une nouvelle gouvernance mondiale associant les citoyens aux processus de décision.

Avec une certitude : Etats, société civile, chacun doit agir. Maintenant.



“Dialogues for Sustainable Development”

Riocentro June 16 - 19

Report

The Sustainable Development Dialogues is an initiative that the Government of Brazil originated and carried out with the support of the United Nations. For the first time in International global UN Conferences, the inclusion of a participatory and inclusive process for representatives of civil society was conducted with the view of bringing to the Heads of State and governments a number of Recommendations, to be presented at the Round Tables during the High Level segment of the UNCSO Rio+20 Conference.

The Dialogues gathered 100 panelists in 10 panels focused on key themes on the international agenda for the sustainable development. Those themes were: (1) unemployment, decent work and migrations; (2) sustainable development as an answer to the economic and financial crises; (3) sustainable development for fighting poverty; (4) the economics of sustainable development, including sustainable patterns of production and consumption; (5) forests; (6) food and nutrition security; (7) sustainable energy for all; (8) water; (9) sustainable cities and innovation; and (10) oceans. The debates took place at the plenary room of Pavilion 5 of Riocentro.

The Dialogues were opened by the Brazilian Minister of External Relations, Antonio de Aguiar Patriota, and the Executive Coordinator for the United Nations Conference on Sustainable Development, Ms. Elizabeth Thompson, also former Minister for Energy and Environment of Barbados, and closed by the Secretary General for the Brazilian Presidency, Minister Gilberto Carvalho, and the Executive Coordinator for the United Nations Conference on Sustainable Development, Mr. Brice Lalonde, also former Minister for Environment of France.

The debates had an average audience of over 1,300 people. All the debates were broadcast live on the UN website. The Dialogues' complete program and the list of participants are attached to this message.

The Dialogues were the apex of an innovative and inclusive process of consultation that began in April and gathered tens of thousands of participants in open discussions over the Internet that were facilitated by about 30 academic representatives of universities and research centers from all over the world. Public also proposed and voted for concrete recommendations on sustainable development. Over 63,000 people from 193 countries cast nearly 1.4 million votes.

A total of 100 recommendations were discussed by the panelists and 30 of them were selected: one by an open vote on the Internet, one by the audience in Rio and one by the panelists. Some panelists proposed amendments to the recommendations that resulted from the online discussions as an additional contribution to the debate. For instance, in the Dialogue on unemployment, decent work and migrations, panelists suggested the need to incorporate workforce skills training, and on the water panel, panelists stressed that “right to water” should be understood as including the right to proper sanitation. The climate impact on development and tipping points on the use of natural resources were debated. Transfer of technology, peoples centered innovation was also brought forward, as well as the need to take into account the special needs of developing countries.

The audience other than voting and asking questions made substantive contribution to the discussions. In the Dialogue on sustainable cities and innovation, the point was strongly made that the use of waste as an energy source (the top recommendation from the internet vote) should be understood as referring to organic waste only, as it could otherwise have a negative impact on the livelihood of scores of families in developing countries.

Many participants indicated that they considered the Dialogues an innovative initiative and an efficient way to include concerns and proposals of representatives of civil society into the outcome of the Rio+20 Conference. It is expected that the Heads of State and governments, and other members of the Round Tables will take note of the set of 30 recommendations and consider how to follow-up on the Dialogues experiment.

Sustainable Development Dialogues

Rio de Janeiro, 16-19 June 2012

Recommendations

Unemployment, decent work and migrations

1. Put education in the core of the Sustainable Development Goals agenda.
2. Commit to a Decent Work for All goal by 2030, including the right to bargain collectively, unemployment reduction, elimination of precarious work, gender equality at the workplace and promotion of green and decent jobs, taking into account the special needs of women and youth; as well as to a Social Protection for All goal by 2030, guaranteeing social protection, at least at the level of national floors, including minimum wages and guarantees for access to health care, and income support for unemployed, aged, disabled, children and pregnant women.
3. Compel national governments to respect the human rights of all migrant workers and their families including those in Temporary Foreign Worker programs and those climate refugees who will be displaced by environmental impacts.

Sustainable Development as an answer to the economic and financial crises

1. Promote tax reforms that encourage environmental protection and benefit the poor.
2. Create a tax on international financial transactions with a view to contributing to a Green Fund in charge of promoting decent jobs and clean technologies.
3. The world will adopt shared sustainable development goals (SDGs) that will be embraced by business, civil society and the public sector. These goals will include innovative metrics, public disclosure, public awareness, education at all levels, and problem solving from local to global level to map the pathways to achieve the goals.
The five critical areas that we have discussed: 1) empowering every place in the world to ensure that every individual meets their basic needs of health, safe water, sanitation, and dignity of decent lives; 2) sustainable development energy system; 3) sustainable food supply locally and globally; 4) sustainable urban environments, including initiatives on water systems, sewage and other smart infrastructure; and 5) sustainable industry that is committed and required to clean up after itself. These sustainable development goals will be met through a shared set of principles and methods that will apply for all, including taxes where we all see a very strong possibility to steer in the right direction, financial reform, including innovative financing for green development and a shift to sustainable technologies in general.

Sustainable Development for Fighting Poverty

1. Promote global education to eradicate poverty and to achieve sustainable development.
2. Ensure universal health coverage to achieve sustainable development.
3. Promote equitable access to information, participation, representation and justice in local, national and global level decision-making on sustainable development and promote grassroots innovation.

The economics of sustainable development, including sustainable patterns of production and consumption

1. Phase out harmful subsidies and develop green tax schemes.
2. Include environmental damages in the Gross National Product (GNP) and complement it with measures of social development.
3. Promote sustainable public procurement worldwide as a catalyst for sustainable patterns, taking into account the need for a holistic approach to sustainable development and principles for a sustainable and fair economy.

Forests

1. Restore 150 million hectares of deforested and degraded lands by 2020.
2. Promote science, technology, innovation and traditional knowledge in order to face forests main challenge: how to turn them productive without destroying them.

3. Zero Net Deforestation by 2020, respecting the rights and knowledge of peoples living in and from the forests and responding to their sustainable development needs.

Food and Security

1. Promote food systems that are sustainable and contribute to improvement of health.
2. Develop policies to encourage sustainable production of food supplies directed to both producers and consumers.
3. Eliminate misery and poverty-related malnutrition. Empower women farmers, small holder farmers, young farmers and indigenous people. Ensure their access to land, water and seed as well as their full involvement in public decision making regarding food production and food and nutrition security.

Sustainable Energy for All

1. Take concrete steps to eliminate fossil fuel subsidies.
2. Establish ambitious targets for moving towards renewable energy.
3. Scale up investments and political will to ensure universal, equitable and affordable access to sustainable energy services to all by the next decade through clear strategies and actions.

Water

1. Secure water supply by protecting biodiversity, ecosystems and water sources.
2. Implement the right to water.
3. Adopt more ambitious global policies asserting the importance of integrated water, sanitation, energy and land use planning, development, conservation and management at all scales, taking into account specific gender and cultural needs and with the full and effective participation of civil society.

Sustainable Cities and Innovation

1. Promote the use of waste as a renewable energy source in urban environments.
2. Plan in advance for sustainability and quality of life in cities.
3. Each head of state should identify a sustainable city to develop a network for knowledge sharing and innovation. Governments should channel resources to develop people-centered sustainable cities with timed and measurable goals, in such way that empowers local communities, promotes equality and accountability.

Oceans

1. Avoid ocean pollution by plastics through education and community collaboration.
2. Launch a global agreement to save high seas marine biodiversity.
3. Take immediate action to develop a global network of international marine protected areas, while fostering ecosystem based fisheries management, with special consideration for small-scale fishing interests.

“Dialogues for Sustainable Development”
Program and Participants

1 - Unemployment, decent work and migrations – June 16, 11:00 am – 1:30 pm

Moderator: Mr. Jonathan Watts (United Kingdom) - The Guardian

- . Ms. Carmen Helena Ferreira Foro (Brazil) – Secretary of Rural Women Workers of CONTAG.
- . Mr. Daniel Iliescu (Brazil) – President, National Students Union
- . Ms. Deborah Wince-Smith (USA) - President, The Council on Competitiveness
- . Ms. Ivana Savich (Serbia) – Coordinator, CSD Youth Caucus
- . Dr. James K. Galbraith (USA) - Professor, Texas University
- . Dr. Lu Hulin (China) - Professor, Beijing University
- . Ms. Nana-Fosu Randall (Ghana) – Founder and President, Voices of African Mothers (VAM)
- . Ms. Sharan Burrow (Australia) - Secretary-General, International Trade Union Confederation
- . Mr. Maurice Strong (Canada) – Secretary-General of the Conferences in Stockholm (1972) and in Rio de Janeiro (1992)
- . Mr. Peter Bakker (Netherlands) – President, World Business Council for Sustainable Development (WBCSD)

2 – Sustainable Development as an answer to the economic and financial crises – June 16, 3:30 pm – 6:30 pm

Moderator: Mr. Luis Nassif (Brazil) – TV Brasil /Agência Dinheiro Vivo

- . Mr. Caio Koch-Weser (Germany) - Vice-President, Deutsche Bank Group
- . Dr. Enrique V. Iglesias (Uruguay) – Secretary-General Ibero-Americana (SEGIB). Former President, Interamerican Development Bank (1988-2005)
- . Mr. Fabio Barbosa (Brazil) – CEO, Abril S.A.
- . Dr. Jeffrey Sachs (USA) -Director, Earth Institute, Columbia University
- . Dr. Herman Mulder (Netherlands) - President, Global Reporting Initiative (GRI)
- . Ms. Kate Raworth (United Kingdom) - Researcher, Oxfam
- . Dr. Marcela Benítez (Argentina) – Founder and Director, RESPONDE Association
- . Mr. Wang Shi (China) – Founder and President, China Vanke Co. Ltd
- . Dr. Yilmaz Akyuz (Turkey) – Chief Economist, South Centre
- . Dr. Laurence Tubiana (France) – *Director*, Institute of Sustainable Development and International Relations (IDDRI), Sciences Po

3 – Sustainable Development for fighting poverty – June 16, 7:30 pm – 10:00 pm

Moderator: Sr. Fred de Sam Lazaro (USA) - PBS

- . Dr. Boaventura de Sousa Santos (Portugal) - Professor, University of Coimbra
- . Dr. Judith Sutz (Uruguay) - Professor, Universidad de la Republica
- . Ms. Lourdes Huanca Atencio (Peru) - President, National Federation of Women Rural Workers, Artisans, Indigenous and Wage Workers of Peru (Femucarina)
- . Dr. Manish Bapna (USA) - President World Resources Institute (WRI)
- . Dr. Márcia Lopes (Brazil) - Professor, Ex-Minister Ministry of Social Development and Hunger Alleviation
- . Sr. Marcos Terena (Brazil) - President, Intertribal Committee.
- . Dr. Pavan Sukhdev (India) – Founder and President, Gist Advisory Private Ltd.
- . Ms. Severn Cullis-Suzuki (Canada) – Board Member, David Suzuki Foundation
- . Mr. Victor Trucco (Argentina) – Honorary President, Argentine Association of No-Till Producers (AAPRESID)
- . Dr. Yang Tuan (China) - Director, Center for Study of Social Policies, Chinese Academy for Social Sciences

4 - The economics of Sustainable Development, including sustainable patterns of production and consumption – June 17, 11:00 am – 1:30 pm

Moderator: Sr. Joseph Leahy (United Kingdom) – Financial Times

- . Dr. Elisabeth Laville (France) - Director, UTOPIES
- . Dr. Enase Okonedo (Nigeria) - Deacon, Lagos Business School
- . Dr. Gro Harlem Brundtland (Norway) – Former Prime Minister of Norway

- . Mr. Helio Mattar (Brazil) - President, Instituto Akatu. Co-Founder of Instituto Ethos
- . Dr. Ignacy Sachs (France) - Professor, Centre de Recherche sur le Brésil Contemporain (CRDC), École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS)
- . Mr. Juan Carlos Castilla-Rubio (Peru) - CEO, Planetary Skin Institute
- . Dr. Kelly Rigg (USA) – CEO, Global Campaign for Climate Action
- . Dr. Mathis Wackernagel (Switzerland) - Co-Founder, Executive Director, Global Footprint Network
- . Dr. Thomas Heller (USA) – CEO, Climate Policy Initiative
- . Ambassador Rubens Ricupero (Brazil) – Former Secretary-General, UNCTAD

5 – Forests – June 17, 3:30 pm – 6:30 pm

Moderator: Sr. James Chau (China) - CCTV

- . Mr. Anders Hildeman (Sweden) - Global Forestry Manager, IKEA of Sweden AB
- . Sr. André Giacini de Freitas (Brazil) - CEO, Forest Stewardship Council (Forest Management Board)
- . Dr. Bertha Becker (Brazil) - Professor, UFRJ
- . Mr. Christian Del Valle (United Kingdom) - Founder, Althelia Climate Fund
- . Mr. Estebancio Castro Diaz (Panama) – Executive Secretary, Alliance of Indigenous and Tribal Peoples of Tropical Forests
- . Mr. Guilherme Leal (Brazil) – Founder, CEO, Natura Cosméticos
- . Dr. Julia Marton-Lefevre (France) - CEO, International Union for Conservation of Nature (IUCN)
- . Dr. Klaus Töpfer (Germany) - Founder, CEO, Institute for Advanced Sustainability Studies (IASS), Former CEO of the United Nations Environment (1998-2006)
- . Dr. Lu Zhi (China) - Director, Center for Nature and Society, Beijing University
- . Dr. Yolanda Kakabadse (Ecuador) - President, World Wide Fund for Nature (WWF)

6 – Food and nutrition security – June 17, 7:00 pm – 10:00 pm

Moderator: Paulo Prada (USA) - Reuters

- . Mr. Carlo Petrini (Italy) – Founder, President, Slow Food
- . Ms. Esther Penunia (Philippines) – Secretary-General, Asian Farmers Association for Sustainable Rural Development (AFA)
- . Ms. Hortensia Hidalgo (Chile) - Indigenous Women Network of Latin America and the Caribbean for Biodiversity (RMIB)
- . Ms. Josette Sheeran (USA) - Vice-President, World Economic Forum
- . Dr. Luísa Dias Diogo (Mozambique) – Former Prime Minister of Mozambique
- . Mr. Marco Marzano de Marinis (Italy) - CEO, World Farmers Organization
- . Dr. Martin Khor (Malaysia) - CEO, South Centre
- . Dr. Mary Robinson (Ireland) - Director, International Institute for the Environment and Development (IIED)
- . Dr. Renato S. Maluf (Brazil) - Coordinator, Council on Food and Nutrition Security, (UFRRJ)
- . Dr. Vandana Shiva (India) - Director, Research Foundation for Science, Technology and Ecology

7 – Sustainable energy for all – June 18, 11:00 am – 1:30 pm

Moderator: Mr. James Astill (United Kingdom) – The Economist

- . Mr. Brian Dames (South Africa) - CEO, Eskom
- . Ms. Changhua Wu (USA) - Director, Greater China - The Climate Group
- . Ms. Christine Lins (Austria) - CEO, REN21
- . Mr. José Antonio Vargas Lleras (Colombia) – Vice-President for Latin America and Caribbean (LAC), World Energy Council (WEC) / President, CODENSA S.A.
- . Dr. Kornelis Blok (Netherlands) - Founder, Ecofys Group
- . Dr. Luiz Pinguelli Rosa (Brazil) - Diretor, COPPE-UFRJ; Executive Secretary, Brazilian Forum on Climate Change
- . Ms. Sandrine Dixson-Declève (Belgium) - Director, EU Office, University of Cambridge, Program for Sustainability and Leadership; Vice-Chair, European biofuels technology platform
- . Ms. Sheila Oparaocha (Zambia) – Executive Secretary, International Network on Gender and Sustainable Energy
- . Dr. Thomas Nagy (Denmark) – Executive Vice-President, Novozymes
- . Mr. Vasco Dias (Brazil) - President, Raízen Energia

8 – Water – June 18 de junho, 3:30 pm – 6:30 pm

Moderator: Ms. Lucia Newman (Chile) – Al Jazeera

- . Mr. Albert Butare (Rwanda) - CEO, Africa Energy Services Group
- . Dr. Ania Grobicki (South Africa) – Executive Secretary, Global Water Partnership (GWP)
- . Dr. Benedito Braga (Brazil) - President, International Water Resources Association (IWRA). Vice-President, World Water Council (WWC)
- . Mr. David Boys (Canada) – Utilities Officer, Public Services International
- . Mr. Dyborn Chibonga (Malawi) - CEO, National Smallholder Farmer’s Association of Malawi (NASFAM)
- . Mr. Jeff Seabright (USA) - Vice-President, Environment and Water Resources - Coca-Cola Co.
- . Dr. Loïc Fauchon (France) - President, World Water Council Board of Governors
- . Dr. Muhammed Yunus (Bangladesh) - Founder, Grameen Bank
- . Ms. Myrna Cunningham Kaim (Nicaragua) - Director, Permanent Forum of the United Nations of Indigenous People (2011-2013)
- . Dr. Santha Sheela Nair (India) – Former Secretary, Department of Fresh Water, Ministry of Rural Development, India

9 – Sustainable Cities and Innovation – June 18, 7:30 pm – 10:00 pm

Moderator: Mr. Andre Trigueiro (Brazil) – TV Globo

- . Dr. Alejandro Aravena (Chile) - Architect, CEO, Elemental
- . Dr. Barry Bergdoll (USA) – Chief Curator, Architecture and Design, MoMA
- . Mr. David Cadman (Canada) - President, Local Governments for Sustainability (ICLEI)
- . Dr. Enrique Ortiz (Mexico) - Former President, Habitat International Coalition (HIC)
- . Mr. Jaime Lerner (Brazil) - President, Jaime Lerner Institute. Former Mayor of Curitiba and Former Governor of Paraná
- . Dr. Janice Perlman (USA) - President, Mega Cities Project
- . Mr. Khalifa Sall (Senegal) – Mayor of Dakar and Vice-President of UCLG for Africa
- . Mr. Oded Grajew (Brazil) - President Emeritus, Instituto Ethos
- . Ms. Nawal Al-Hosany (United Arab Emirates) – Director of Sustainability, Masdar
- . Dr. Shigeru Ban (Japan) - Architect, Shigeru Ban Architects

10 – Oceans – June 19, 11:00 am – 1:30 pm

Moderator: Sr. Philippe Cousteau (USA) - CNN

- . Mr. Arthur Bogason (Iceland) - President, Icelandic National Association of Small Boat Owners
- . Ms. Asha de Vos (Sri Lanka) – Marine Biologist, Western Australia University
- . Dr. Richard Delaney (USA) – Head, Provincetown Center for Coastal Studies
- . Dr. Jean-Michel Cousteau (France) - President, Ocean Futures Society
- . Ms. Margareth Nakato (Uganda) - World Fishermen Forum
- . Dr. Robin Mahon (Barbados) - Professor, University of West Indies
- . Dr. Segen Farid Estefen (Brazil) - Professor, COPPE, UFRJ
- . Mr. Shaj Thayil (India) - Vice-President, Technical Services and Ship Management, APL
- . Dr. Sylvia Earle (USA) - Founder, Mission Blue Foundation
- . Dr. Ussif Rashid Sumaila (Canada) - Director, Fisheries Centre and Fisheries Economics Research Unit, British Columbia University

**Déclaration - Pavillon Bleu
Sommet du peuple, Rio de Janeiro, Brésil
21 juin 2012**

Nous, mouvements pour la défense de l'eau et de notre mère la Terre rassemblés au Pavillon Bleu dans la Cúpula dos Povos, partageons collectivement l'idée que l'eau est un bien commun, pas une marchandise. Les eaux pures de la Terre donnent vie à une étonnante diversité d'écosystèmes et de sociétés humaines. Cette idée commune affirme la nécessité d'un rapport équitable et équilibré avec notre mère la Terre qui respecte les lois de nature, maintienne l'intégrité du cycle de l'eau et assure la réalisation de la justice pour tous les habitants de la Terre.

Nous soutenons la Résolution 64/292 de l'ONU sur le droit à l'eau et à l'assainissement, qui est un succès significatif pour nos mouvements, suite à de nombreuses campagnes pour l'adoption de ce droit dans les constitutions nationales.

En solidarité avec les milliers de militants et de mouvements sociaux, nous rejetons collectivement la direction de nos sociétés par les entreprises et leurs propositions de soi-disante "économie verte", qui visent à attribuer un prix à la nature et à l'eau en les marchandisant au prétexte de la durabilité, du développement, de la réduction de la pauvreté et de l'efficacité ; de ce fait monétisant et marchandisant tout ce qui est sacré et nécessaire à la vie sur Terre.

L'"économie verte" est une expression du modèle capitaliste de développement, qui prête peu d'attention aux interconnexions hydrologiques et crée de profondes injustices et des crises économiques, sociales et environnementales, renforçant ainsi la mainmise et la subordination par l'entreprise de nos sociétés et de la nature aux marchés financiers. Ce modèle de développement, qui considère l'eau (et la nature) comme des données économiques, est inapte à fournir l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous et ne peut pas soutenir une économie durable, ce qui à son tour mine une coexistence pacifique entre les humains, les espèces vivantes et les écosystèmes de la Terre.

Nous rejetons le colonialisme et le racisme institutionnalisés et le déni des droits des Peuples Indigènes et des communautés traditionnelles à l'auto-détermination et à la souveraineté alimentaire.

Nous exigeons de nos gouvernements qu'ils éliminent les fausses solutions de l'"économie verte" et qu'ils ne mettent pas l'eau sous la logique du marché et du profit. L'eau, que ce soit pour la boisson ou l'agriculture, doit demeurer dans le domaine public et être démocratiquement gérée par les communautés et/ou les institutions publiques et non pas par les entreprises.

Nous exigeons de nos gouvernements qu'ils défendent les intérêts publics, qu'ils garantissent l'accès à l'assainissement et à une eau propre et salubre pour tous, en quantités qui puissent maintenir la vie et la dignité. Nous appelons tous les gouvernements à reconnaître officiellement le droit à l'eau et à l'hygiène pour tout le peuple dans leurs lois nationales, en conformité avec la résolution 64/292 de l'ONU. Le droit à l'eau doit en particulier être garanti comme une priorité pour les femmes et les enfants, pour les pauvres et les gens vivant dans des conditions déshumanisantes.

Nous appelons à la préservation de l'intégrité du cycle de l'eau dans le cadre de la reconnaissance des droits des écosystèmes et des espèces à exister, à se développer et se reproduire. Nous appelons à la reconnaissance de la Déclaration Universelle des Droits de notre Mère la Terre afin de garantir que la biosphère et ses habitants soient protégés pour la durabilité et l'équilibre écologique.

Nous appelons à une communauté, une solidarité et un renforcement de pouvoir mondiaux passant par la création d'institutions mondiales de l'eau démocratiques telles que des partenariats public-public et des partenariats public-communauté ou la création d'une Autorité de l'Eau Mondiale agissant dans l'intérêt de l'humanité et de la nature.

Nous appelons à la création d'une cour pénale internationale pour le jugement des crimes environnementaux commis par des entreprises, des gouvernements et des institutions.

Nous nous engageons à continuer à constituer des réseaux et de nouvelles alliances sociales, en élargissant et en approfondissant nos liens avec les mouvements sociaux luttant pour la souveraineté alimentaire, un travail digne et les droits des travailleurs, la démocratie et la justice sociale et environnementale. En particulier, nous nous engageons à participer activement aux campagnes sur la justice du climat étant donné que l'eau est un des éléments clés de la vie qui est gravement affecté par le changement climatique.

Etant donné l'expérience collective, la détermination et la large solidarité que nous avons avec les autres mouvements présents ici au Cúpula, vaincre l'"économie verte" et construire de nouveaux modèles de développement en harmonie avec la nature sont effectivement possibles.